

**Maroc - Relations bilatérales -
Sahara occidental - Libye - Point de
presse conjoint de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de M. Nasser
Bourita, ministre des affaires
étrangères et de la coopération
internationale du Maroc - Propos de
M. Le Drian**

(Rabat, 09 octobre 2017)

Je suis heureux d'être ici à l'invitation de mon ami M. Nasser Bourita. C'est ma première visite officielle au Maroc en tant que ministre de l'Europe et des affaires étrangères et c'est ma deuxième rencontre avec le ministre marocain puisque nous avons échangé une première fois, il y a peu de temps, à New York dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies. J'ai eu l'occasion aujourd'hui aussi de m'entretenir avec le Premier ministre et je rencontrerai cet après-midi le ministre de l'économie, M. Boussaïd.

Cette visite s'intègre dans un cycle important de rencontres franco-marocaines. Le président de la République était venu ici le 10 juin pour son premier déplacement en dehors de l'Europe et son deuxième déplacement en tant que chef de l'État. Il a rencontré sa Majesté dans un cadre très significatif et très important. Au-delà de ma visite, il y a, la semaine prochaine, le secrétaire général du Quai d'Orsay qui viendra ici pour préparer la réunion de haut niveau qui se tiendra les 16 et 17 novembre ici au Maroc avec les Premiers ministres des deux pays et plusieurs ministres de différents secteurs pour marquer l'agenda d'une coopération exceptionnelle entre nos pays, qui est à un niveau très significatif dans tous les domaines. J'ai eu l'occasion ce matin de vérifier l'accélération des travaux sur la ligne à grande vitesse que nous avons survolée en hélicoptère. C'est assez exemplaire d'un partenariat intelligent entre les entreprises des deux pays et cet après-midi j'aurai l'opportunité de signer le prêt qui permettra de finaliser définitivement la ligne grande vitesse.

Ce partenariat exceptionnel doit se poursuivre et nous en avons évoqué les principales filières qui pourront conduire à renforcer notre coopération à la fois dans le domaine sécuritaire - vous avez parlé de la relation particulière avec les pays du Sahel - mais aussi dans les domaines de la coopération économique et de la coopération universitaire, sur les questions migratoires, et sur les questions de formation. L'ensemble des chantiers est immense et je n'oublie pas le chantier principal récent qui était celui de l'alliance franco-marocaine sur le climat, qui a permis après l'accord de Paris et la COP22 de renforcer cette dynamique et qui permettra aussi demain d'avoir une collaboration encore plus étroite.

C'est une visite qui, depuis son commencement hier soir est très positive et se poursuit encore jusqu'à mon départ cet après-midi.

(...)

Q - La France préside le conseil de sécurité, quel apport et quel contribution va-t-elle faire pour résoudre le conflit au Sahara ?

R - Sur la question du Sahara, notre posture est permanente. Nous avons déjà déclaré que le plan d'autonomie initié par le Maroc était une bonne base de négociations. Nous pensons que le secrétaire général des Nations unies a peut-être l'opportunité, à partir de cette base, de prendre les initiatives nécessaires. En tout cas, c'est dans ce cadre que nous concevons l'avenir du Sahara occidental.

Q - Est-ce que les deux chefs d'État seront présents au sommet d'Abidjan entre l'Union européenne et l'Union africaine ? Et est-ce qu'il y a une action coordonnée de la France et du Maroc et si oui dans quel domaine ?

R - Le président Macron sera au sommet d'Abidjan. Nous souhaitons que ce sommet soit porteur d'une nouvelle dynamique entre l'UE et l'Afrique et nous souhaitons que ce sommet se déroule dans les meilleures conditions. S'il y a quelques irritants potentiels sur les participations, nous estimons que cela doit faire l'objet d'un consensus sur la base de la réalité d'États souverains.

Q - Est-ce que vous avez discuté des sujets du terrorisme, de la radicalisation et de l'immigration illégale, surtout que bon nombre de pays européens se plaignent des conséquences de cette immigration... Le Maroc avait proposé de fonder des bureaux de renseignement en partenariat avec les pays européens pour faire face à ce fléau. Comment commenteriez-vous cela ?

R - J'ajoute juste un mot à ce que vient de dire M. Bourita. Les relations sur cette question sont basées sur la confiance, la transparence et sur les principes que nous partageons. La question de l'immigration ne se limite pas à la question sécuritaire. Elle intègre évidemment la question du développement et l'un ne peut pas aller sans l'autre. C'est pourquoi je trouve qu'il y a un très beau challenge à relever ensemble, que mon collègue évoquait, sur le partenariat en Afrique.

Je pense que ces initiatives communes que nous pouvons mener pour le développement africain, pour considérer que l'Afrique n'est pas un fardeau mais une chance, ce partenariat-là est le meilleur partenariat possible pour réguler le phénomène migratoire. Il y a aussi les données politiques dont nous avons parlées et qui ont été évoquées rapidement tout à l'heure. Il faut se battre contre les passeurs de toute sorte qui sont des profiteurs de misère et le meilleur moyen de les contrebalancer aujourd'hui concerne une action politique à mener en Libye, puisque aujourd'hui c'est bien dans cette zone que les profiteurs de misère prospèrent.

Et tous nos efforts vont dans l'accompagnement de l'action menée en ce moment même par le représentant des Nations unies, M. Salamé, pour aboutir à une vraie solution politique en Libye. J'en parle d'autant plus aisément ici que la base de cet accord est la base de l'accord de

Skhirat, même s'il faut l'amender en tenant compte de la nouvelle donne à la fois politique et militaire sur le terrain, mais l'impératif d'une solution politique en Libye est essentiel pour assurer une bonne gestion de l'immigration./.